

Chapitre X

Les relations économiques de la Turquie avec l'Allemagne

1. Le développement des relations jusqu'en 1929

Les orientations économiques du Gouvernement kényaliste dans les années 1920

« Les victoires militaires vont et viennent, tandis que les victoires qui durent sont les victoires économiques¹. »

Après avoir combattu pour l'indépendance de la Turquie, les kényalistes doivent s'atteler à l'économie. Cette tâche, ils l'envisagent comme un nouveau combat, frontal. Partant du principe que ce qui fait la force des puissances européennes doit faire aussi celle de la Turquie, l'industrialisation leur apparaît évidente². Parvenir au même niveau que ces dernières est perçue comme la seule solution pour, justement, ne pas dépendre d'elles : comme le met en valeur Ziya Gökalp en 1923 dans son ouvrage intitulé *Les principes du turquisme* (*Türkçülüğün esasları*), l'industrialisation représente la condition nécessaire pour « devenir une nation moderne ». En ce sens, suivi sur ce point par les kényalistes, il refuse l'idée de la spécialisation agricole de la Turquie que défend l'opposition libérale³.

Dans les faits, la tâche est immense et demande d'énoncer des priorités. À ce titre, les kényalistes décident de privilégier les industries du sucre, du textile et du ciment dans le but de mettre en place une « politique de substitution aux importations⁴ ». Pour développer l'offre de crédit à l'industrie, ils créent la Banque d'Affaires (*İş Bankası*) en 1924, une banque privée qui va jouer un rôle actif dans l'exploitation des mines de Zonguldak, la création de l'industrie sucrière et le développement des industries textiles. En 1925, ils promulguent également une loi spéciale accordant des facilités pour la création de sucreries, suivie deux ans plus tard d'une loi pour l'encouragement de l'industrie. Jusque dans la première moitié des années 1930, l'industrialisation est laissée à l'initiative privée. Pour autant, les kényalistes réfléchissent souvent au rôle que l'État pourrait jouer. Dès le Congrès économique d'Izmir en 1923, Mahmud Esad a évoqué la possibilité de l'étatisme. En 1925, au moment de la création de la Banque de l'Industrie et des Mines char-

¹ Discours de l'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha prononcé lors de la réunion annuelle de la chambre de commerce turque en Allemagne, publié dans la revue *Almanya'da Türk Ticaret Odası Mecmuası*, Février – mars 1929, N° 2 – 3, 2^{ème} année, pp. 9 – 16, ici p. 14.

² Voir Georgeon, François , « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la guerre d'indépendance (1923 – 1932) », *op. cit.*

³ *Ibid.*, p. 26.

⁴ *Ibid.*, p. 27.

gée de prendre en charge les entreprises d'État léguées par l'Empire ottoman, certains évoquent la possibilité d'un capitalisme d'État sur les modèles japonais et prussiens, consistant à fonder des entreprises et à les revendre ensuite aux capitalistes locaux⁵. Mais dans les faits, jusqu'en 1929, l'étatisme ne reste encore qu'un projet.

En 1923, Ziya Gökalp, fidèle à ses principes d'économie nationale, a recommandé « l'application d'un système protectionniste ». Sur ce point, le traité de Lausanne, qui oblige les kémalistes à maintenir le tarif de 1916, apparaît comme une forte entrave, du moins le dénoncent-ils comme telle. Car en réalité, il n'est pas sûr que, sans cette clause du traité, ils auraient eu recours à des droits de douane élevés, réclamés certes par les industriels, mais pas par les commerçants, qui jouent à cette époque un rôle primordial dans la politique économique⁶.

En tous les cas, le projet d'industrialisation se heurte à de lourdes difficultés : après les années de guerre, la région égéenne et celle d'Istanbul ont subi des destructions, la main-d'œuvre se trouve réduite et l'échange de populations avec la Grèce a accentué le caractère agricole du pays : 70 à 80% de la population travaille en effet dans l'agriculture⁷. Dans ce secteur aussi, il y a beaucoup à faire : outre le problème des grands propriétaires terriens, qui nécessiterait une réforme agraire, l'agriculture doit être modernisée.

Au regard de ces données, les relations économiques de la Turquie avec les puissances européennes sont logiquement marquées par un fort déséquilibre : pour les pays européens, le commerce avec la Turquie est insignifiant. Au contraire, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, mais aussi les États-Unis occupent une place primordiale dans les exportations et les importations de la Turquie. Avec la France, les échanges commerciaux sont élevés mais tendent à décroître. Après la guerre d'indépendance, ils ont connu une reprise jusqu'en 1926, mais dès l'année suivante, la Turquie achète moins à la France alors qu'elle importe globalement plus. En ce sens, la Turquie ne s'adresse pas en priorité à la France pour s'industrialiser⁸. En 1929, la France est le quatrième fournisseur de la Turquie, après l'Allemagne, l'Italie, et l'Angleterre, tandis que comme client elle est au troisième rang après l'Italie et l'Allemagne. Les raisons de cet état de fait sont multiples et de nouvelles recherches sur ce point seraient bienvenues. En tous les cas, elles tiennent pour une part à la nature des relations politiques que la France et la

⁵ Tezel, Yahya S., *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Taribi*, op. cit., p. 243.

⁶ Georgeon, François, « Le problème de l'industrialisation de la Turquie au lendemain de la guerre d'indépendance », op. cit., p. 29, et Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, 1929 Dünya Bühranında Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları [La Turquie à la recherche d'une politique économique dans la crise de 1929], Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1977, pp. 67–69.

⁷ Voir Avarian, Albert, « Atatürk et les paysans à l'aube de l'ère industrielle ». In : Thobie, Jacques ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle*, op. cit., pp. 39–46.

⁸ Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition », op. cit., p. 116.

Turquie kémaliste entretiennent désormais. Tandis que les Français ont du mal à reconnaître la souveraineté des kémalistes⁹, eux-mêmes n'ont pas oublié la position dominante du capitalisme français dans l'Empire ottoman, ni ses conséquences. Les incompréhensions et les méfiances de part et d'autre ont joué un rôle certainement déterminant. Mais il faut dire aussi que la concurrence est forte : l'Italie, jusqu'en 1933, occupe le premier rang dans les exportations et le deuxième rang dans les importations turques. Sur ce point, les anciennes minorités commerçantes de l'Empire qui, après la guerre d'indépendance, s'installent dans des ports italiens comme Trieste, jouent un rôle de premier ordre¹⁰. Là encore, des recherches plus approfondies resteraient nécessaires.

Le développement des relations économiques avec l'Allemagne

« On est amené à se demander si tous ces faits, parmi tant d'autres, ne sont pas la conséquence d'un accord secret entre l'Allemagne et la Turquie, le Traité d'amitié signé entre elles ne comportant aucune clause économique, et l'Allemagne ne paraissant pas pressée d'autre part de négocier un traité commercial¹¹. »

Les Français, depuis la fin de guerre, ont leur attention fixée sur la politique allemande en Orient et ont le sentiment que l'Allemagne et la Turquie entretiennent des relations privilégiées, à tel point qu'ils supposent régulièrement l'activité d'espions ou l'existence de traités secrets. En 1929, alors que les échanges commerciaux entre la France et la Turquie sont en baisse, Margerie, revenant sur les succès allemands en Turquie, fera le parallèle avec l'avant-guerre et qualifiera cette politique de « fructueux particularisme¹² ».

La progression de l'influence économique de l'Allemagne est effectivement notable : en 1924, la part allemande dans le commerce extérieur turc est d'un peu plus de 11%. Cinq ans après, en 1929, elle s'élèvera à 15%, contre 12% pour la France, et l'Allemagne sera devenue le premier fournisseur d'Ankara¹³. Au total, un quart des importations de la Turquie viennent d'Allemagne, et un sixième de ses exportations vont vers l'Allemagne¹⁴. Par contraste, la proportion de la Turquie dans les importations et les exportations allemandes est très faible, pour ainsi dire insignifiante.

Ces relations économiques s'appuient sur une série de traités conclus dans la deuxième moitié des années 1920 : un an après la reprise des relations officielles,

⁹ *Ibid.*, p. 148.

¹⁰ Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Gerçeren Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, op. cit., 1982, p. 39.

¹¹ AMAE, Série E Levant, Volume 248, Jesse-Curely, gérant du Haut Commissariat de la République française en Orient, à Herriot, 25.08.1924

¹² AMEA, Série E Levant, Volume 248, rapport du 23.08.1929.

¹³ Voir Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 106.

¹⁴ Koçak, Cemil, *Türk-Alman İlişkileri*, op. cit., p. 94.

les deux pays signent un traité de commerce incluant la clause de la nation favorisée¹⁵, malgré les réticences initiales des kémalistes¹⁶. Ce traité est renouvelé en 1927 et 1930. En 1929 sont conclus à Ankara un traité d'arbitrage et de conciliation et un accord consulaire sur le règlement judiciaire des affaires civiles et commerciales. Enfin, une nouvelle convention de commerce est signée en juillet 1930 entre l'Allemagne et la Turquie par laquelle, accompagnée d'un protocole sur les paiements du 10 août 1930, la Turquie accorde des avantages tarifaires à l'Allemagne qu'elle n'a jusqu'alors octroyés qu'à la France. En septembre de la même année aboutissent les négociations en vue d'un traité d'extradition, qui reçoit l'approbation du Conseil des ministres le 17 novembre.

Le développement des relations économiques entre les deux pays s'appuie aussi sur les Turcs résidant à Berlin, qui fondent en 1927 une chambre de commerce et qui publient la même année *Almanya'da Ticaret Odası Mecmuası* [Revue de la chambre de commerce turque en Allemagne], complétée un an plus tard d'une édition en allemand (*Zeitschrift der türkischen Handelskammer für Deutschland*, puis à partir de 1929 *Die Türkische Wirtschaft, Organ der türkischen Handelskammer für Deutschland*).

La présidence de la Chambre turque de Berlin est assumée par Mehmed Mecdet bey, qui est par ailleurs délégué de commerce de la République turque à Berlin. D'après nos recherches, Mehmet Mecdet bey a étudié en Allemagne pendant la guerre et a obtenu son doctorat d'économie à Berlin en 1923/1924 sur le sujet « Les dettes étatiques de la Turquie et l'administration de la Dette Publique ottomane ». Nous ignorons cependant le reste de sa carrière. Ömer Celal [Sarç], dont nous avons commencé à évoquer le parcours, est quant à lui le secrétaire général de la Chambre et le rédacteur en chef de la revue. Un article publié dans le *Servet-i Fünun* à son propos nous permet d'apprendre qu'il est parti en Allemagne en 1917, où il a d'abord passé son baccalauréat à Potsdam dans un *Real Gymnasium*, pour ensuite entrer à l'Université. L'armistice en Bulgarie l'aurait décidé, selon l'auteur de l'article, à étudier une « chose utile », l'économie. Après quatre semestres, en juillet 1922, il a obtenu son examen avec mention « très bien ». Pour compléter sa formation, il a été stagiaire à la Deutsche Bank de Berlin durant six mois, après lesquels il est retourné à l'université, où il a obtenu son doctorat sous la direction du professeur Werner Sombart¹⁷. Habib Edib [Törehan] et Mümtaz Fazlı sont également membres de la Chambre de commerce turque¹⁸.

La Chambre de commerce turque en Allemagne gagne rapidement une certaine importance : le 28 février 1929, la réunion annuelle des membres rassemble près de 150 invités, dont l'ambassadeur turc qui en est membre d'honneur. Cette

¹⁵ La clause de la nation la plus favorisée est une disposition garantissant à des pays tiers des avantages commerciaux égaux à ceux dont bénéficie la nation la plus favorisée.

¹⁶ Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters*, op. cit., p. 171.

¹⁷ *Servet-i Fünun*, 30.07.1925.

¹⁸ Pour plus de renseignements sur leurs parcours, voir l'annexe biographique.

réunion constitue l'occasion de dresser un bilan de l'activité accomplie depuis la création¹⁹. Dans une longue allocution, Ömer Celal revient d'abord sur les efforts fournis par les membres de la Chambre pour établir des contacts avec les différentes institutions économiques de Turquie afin de réunir le plus d'informations possible, la difficulté étant que les statistiques du commerce extérieur ou les différents règlements de l'administration des douanes ou du ministère des Finances ne sont pas encore publiés. Finalement, il précise que c'est en établissant un contact étroit avec le ministère de l'Économie qu'un travail en commun a pu se réaliser avec les institutions économiques. En particulier, la Chambre est en relation avec l'Administration des Chemins de fer de l'État, la Direction générale des douanes et la Direction générale des Postes et des Télégraphes, qui informent la Chambre des nouveaux règlements, ainsi qu'avec un grand nombre de chambres de commerce, d'administrations des provinces et de mairies, qui lui envoient les statistiques d'importations et d'exportations. De cette manière, note t-il, il est possible de transmettre des renseignements précis tant aux entreprises allemandes qu'aux commerçants turcs.

Ömer Celal met également en évidence la nécessité de s'appuyer sur des personnalités allemandes et turques actives dans le domaine des relations économiques entre les deux pays : « Pour cela, nous avons envoyé des circulaires en Turquie et en Allemagne, nous avons écrit des lettres et avons établi des contacts personnels. Aujourd'hui nous avons 79 membres honoraires. » Ainsi, il souligne l'importance d'entretenir des relations étroites avec le plus d'entreprises possible. Mais il se montre confiant, estimant qu'au fur et à mesure du développement économique de la Turquie, les relations avec l'Allemagne vont progresser.

La tâche principale de la Chambre est donc de renseigner ses membres sur la situation économique en Allemagne, sur les marchés allemands et sur les lois et les règlements allemands. Par ailleurs, la Chambre essaie de mettre en contact des entreprises turques avec des entreprises allemandes. Enfin, elle s'efforce de combattre la « propagande faite contre les produits turcs ».

L'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha tient lui aussi un discours dans lequel il souligne l'importance du développement économique de la nouvelle Turquie. Il met en évidence que désormais, ce sont en réalité « les ennemis, et non pas les Allemands, qui sont vaincus », ajoutant : « Par exemple tandis que l'économie française est en crise, l'économie allemande montre un développement brillant ». Si la guerre est bel et bien terminée, estime t-il, « la guerre économique continue avec violence ». Dans ce combat, note t-il, « je suis d'avis que nous pourrons profiter dans beaucoup de cas de nos amis allemands. La nation allemande est grande, elle est grande de par sa science, son savoir, son économie. Quant aux Turcs, ils ont une volonté de fer et de grands talents (...) ». Pour autant, il insiste sur le fait que

¹⁹ Ce rapport est publié dans la revue *Almanya'da Türk Ticaret Odası Mecmuası*, Février – mars 1929, N° 2 – 3, 2^{ème} année, pp. 9 – 16.

la Turquie doit réussir à exporter plus vers l'Allemagne, et que la Chambre de commerce joue sur ce point un rôle décisif en soutenant les organisations économiques de Turquie dans leur recherche de débouchés extérieurs. En contrepartie, conclut-il, le gouvernement turc doit soutenir matériellement la Chambre.

Durant cette réunion, Emin bey [Sazak], député de Eskişehir et grand propriétaire terrien qui se trouve alors en Allemagne, parle d'une forte activité économique en Turquie, tout en reconnaissant qu'il reste encore beaucoup à réaliser. Après avoir souligné l'amitié inébranlable entre l'Allemagne et la Turquie, issue de « l'amitié d'armes » pendant la guerre, il promet de s'engager, en Turquie, à attirer l'attention des cercles turcs sur la chambre de commerce de Berlin.

L'initiative de ces économistes formés en Allemagne est intéressante à plus d'un titre : d'une part, elle permet de mesurer quel chemin la Turquie doit encore parcourir sur le plan économique pour arriver aux buts que les kémalistes se sont fixés : Ömer Celal a mis en valeur l'absence de statistiques et de données fiables sur le commerce, le manque aussi d'institutions centrales lui permettant de collecter les renseignements nécessaires. Par ailleurs, cette initiative montre à quel point les relations économiques entre les deux pays dépendent de l'action d'individus. L'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha lui-même tient non seulement à souligner les réalisations de la Chambre de commerce, mais aussi la nécessité d'obtenir le soutien de l'État turc. Sur ce point, il resterait à étudier plus précisément les contacts entre cette chambre et le gouvernement turc, ainsi que le développement de la chambre de commerce elle-même.

Les premières commandes à l'industrie allemande

L'Allemagne et la Turquie doivent avant toute chose régler le rachat par cette dernière du chemin de fer anatolien²⁰. Par ailleurs, le gouvernement kémaliste a l'intention de développer son réseau ferroviaire ce qui, évidemment, intéresse l'industrie allemande. Sur ce point, Nadolny compte sur la bonne disposition de Behiç [Erkin], duquel il rapporte à la *Wilhelmstrasse* la nomination comme ministre des Travaux publics, parlant « de choix tout à fait heureux » et précisant que Behiç bey et Huguenin entretiennent de bonnes relations. Surtout, poursuit Nadolny, Behiç bey a le projet de nommer Meissner pacha²¹ comme directeur d'une section de son ministère. L'ambassadeur ajoute : « On ne sait si cela pourra être possible, car le gouvernement turc ne permet pas volontiers que des étrangers as-

²⁰ Après des négociations conflictuelles en 1927, les deux parties parviennent à un accord en décembre 1928. Voir Koçak, Cemil, *Türk-Alman İlişkileri*, *op. cit.*, p. 61.

²¹ August Meissner a travaillé dès 1885 pour l'Empire ottoman. Après la première guerre mondiale, il est rappelé par le gouvernement turc en 1924 comme conseiller technique des chemins de fer de l'État turc et est responsable de la reconstruction de Haydar-Paşa. Voir l'annexe biographique à la fin de ce travail.

sument des postes de direction. Mais ce serait déjà très positif pour nos intérêts si Meissner était nommé conseiller à la section Construction²² ».

Sous le ministère de Behiç [Erkin], en juin 1927, l'Allemagne et la Turquie signent le traité Berger, du nom de la firme de construction Julius Berger Tiefbau A.G., qui obtient la concession de la ligne de Kayseri à Ulukışla et celle de Kütaya à Balıkesir. Pour financer l'entreprise, des banques allemandes, sous la direction de la Deutsche Orientbank, forment un consortium et accordent un prêt à la Turquie, le premier que celle-ci a accepté d'une puissance étrangère. Dans ce prêt, une somme est destinée à l'achat de matériel roulant allemand²³. Dans cette perspective, la visite de Behiç en Europe en septembre 1927 pour visiter les installations ferroviaires et les ateliers de production, n'échappe pas à la *Wilhelmstrasse*, qui note :

« Du côté allemand, nous avons un vif intérêt à ce que le ministre puisse voir le plus possible les installations modèles de l'administration allemande du chemin de fer (...). Si sa visite en Allemagne se déroule bien, on peut en attendre des effets positifs sur la participation de l'Allemagne aux livraisons turques qui promettent d'être importantes en matériel ferroviaire. Comme on le sait, presque toutes les commandes de ce type pour le chemin de fer anatolien et le chemin de fer de Bagdad étaient autrefois pour l'Allemagne. Mais depuis le contrat conclu avec un groupe suédois pour la construction de la ligne Angora – Ereğli et Keller – Malatya, le Gouvernement turc a commandé ses livraisons à la firme suédoise ».

Un an plus tard, la démission de Behiç bey est notée avec regret par Nadolny, qui précise que celui-ci était plutôt bien disposé envers l'Allemagne et envers l'entreprise Julius Berger²⁴. Mais le rapport ajoute que le nouveau ministre des Travaux Publics, Recep [Peker]²⁵, auparavant ministre de la Guerre, « a pris en considération de manière notable les firmes allemandes dans la répartition des contrats pour l'industrie d'armement²⁶ ». En août 1930, toujours sous le ministère de Recep, l'Allemagne obtiendra un contrat de livraison pour des équipements spéciaux (wagons, rails, etc.) d'une valeur de 45 millions de marks.

En 1925, le gouvernement turc prend par ailleurs contact avec la « Junkers-Luftverkehr A.G. », avec laquelle il conclut un accord prévoyant la construction d'une usine aéronautique à Kayseri. Par cet accord, le gouvernement turc s'engage à acheter à l'Allemagne tout le matériel nécessaire jusqu'à la mise en service de cette usine, dont la construction est confiée à l'entreprise Philipp Holzmann & Co²⁷. Malgré les difficultés financières de Junkers, qui font craindre un temps aux autorités allemandes l'abandon du projet, l'usine de Kayseri, la première usine aéronautique de Turquie, ouvre en octobre 1926.

²² AA, Türkische Staatsmänner, 1926 – 1936, R 78552, rapport de Nadolny, 2.01.1926.

²³ Koçak, Cemil, *Türk – Alman İlişkileri*, op. cit., p. 59.

²⁴ AA, Türkische Staatsmänner, 1926 – 1936, R 78552, rapport de Nadolny, 24.09.1928.

²⁵ Sur cette personnalité, voir l'annexe biographique.

²⁶ AA, Türkische Staatsmänner, 1926 – 1936, R 78552, rapport de Grobba, 27.09.1927.

²⁷ Voir Koçak, Cemil, *Türk Alman İlişkileri*, op. cit., p. 68.

Par ailleurs, des négociations ont lieu avec Lufthansa et Junkers pour créer une ligne aérienne en Turquie. En fait, la concurrence entre les deux entreprises allemandes empêche la conclusion d'un accord jusqu'en 1930. Évidemment, la question est d'importance et la *Wilhelmstrasse* rêve déjà de lignes aériennes de Bagdad à l'URSS, à l'Inde et à l'Afghanistan. De plus, elle calcule que si l'affaire est conclue, la Turquie passera désormais ses commandes à l'Allemagne dans le domaine de l'aviation civile comme dans celui de l'aviation militaire²⁸. Le 9 janvier 1930, le ministère de l'Intérieur turc et Lufthansa concluent finalement un accord qui autorise Lufthansa à ouvrir la ligne Berlin – Istanbul pour le service postal pour une durée de 20 ans.

L'Allemagne est également présente dans le domaine des livraisons d'armes, malgré l'interdiction du traité de Versailles, que les firmes allemandes (Krupp principalement) contournent en ayant recours à des firmes de couverture, suédoises ou hollandaises. Dès 1928 par exemple, deux sous-marins prévus pour la marine de guerre turque sont construits à Rotterdam, entièrement sous la direction de spécialistes allemands. La même année, la firme allemande Gutehoffnungshütte achève la construction d'une fabrique de laminoirs de laiton en Turquie. Un an plus tard, elle est chargée, soutenue par Nadolny, de la construction d'une usine de métal et de cylindres à Kırıkkale, ainsi que de celle d'une usine de fabrication d'accumulateurs pour sous-marins et torpilles à Gölcük (Golfe d'Izmit). Cette prise d'influence dans ce secteur permettra aux firmes allemandes d'obtenir en 1939 la construction du port de guerre de Gölcük.

En octobre 1927, un long rapport de la section Turquie du ministère des Affaires étrangères dresse un bilan du travail allemand en Turquie. Après avoir souligné l'intérêt politique de l'Allemagne « en une Turquie indépendante et qui lui soit politiquement bien disposée » et son intérêt économique « à trouver de nouvelles possibilités pour ses industries », l'auteur du rapport énumère les domaines dans lesquels le gouvernement turc demande la collaboration de l'Allemagne, qui concernent notamment le développement des ports de Mersin et de Samsun, la réorganisation de l'agriculture par l'envoi de spécialistes et d'un conseiller, la participation à la création d'une banque d'État et à la stabilisation de la monnaie turque, ou encore l'encouragement de la science turque par la prise en charge d'étudiants turcs et l'échange de professeurs. Ce rapport montre que les kémalistes avaient un programme établi des domaines dans lesquels ils avaient l'intention de s'adresser aux puissances : comme nous le verrons par la suite, ils solliciteront effectivement l'Allemagne sur la plupart des points énoncés. Ce document est également intéressant car il renseigne sur les points de friction entre les deux États :

« En prenant en compte le fait que nos forces économiques sont encore limitées et le risque qu'une participation politique et économique trop forte en Orient pourrait nous faire courir, écrit l'auteur, nous sommes prêts à continuer notre aide et notre collabora-

²⁸ *Ibid.*, p. 72 et suivantes.

tion, mais nous devons d'un autre côté exiger des Turcs qu'ils fassent plus de concessions dans certaines questions et qu'ils aplanissent certaines difficultés qui sont apparues depuis la reprise de nos relations il y a 3 ans et demi. Ces difficultés sont les suivantes : limitation insupportable de la liberté de circulation des diplomates, non considération des réclamations allemandes, limitation de circulation pour les Allemands en général (...), difficultés du commerce allemand par des mesures bureaucratiques pointilleuses des autorités douanières. Par ailleurs, deux affaires doivent être réglées depuis longtemps : le rachat du chemin de fer d'Anatolie, et le respect des engagements turcs par rapport à Junkers ».

Comme on le voit, les kényalistes, à cette date, ont des objectifs clairement énoncés. Par ailleurs, ils ont instauré un système de contrôle pointilleux, dans le souci toujours de prévenir les ambitions des puissances européennes, qui irrite les autorités allemandes. Dans cette perspective, malgré une constellation plutôt favorable, des difficultés concrètes existent.

2. L'impact de la crise économique en Turquie

« Le système économique individualiste et libéral est mort ; les hommes cherchent un nouvel ordre... ²⁹ ».

La crise économique mondiale, les recherches récentes l'ont montré, se fait ressentir différemment selon les pays et devient générale en 1932 – 1933³⁰. En Turquie, la baisse du prix des produits agricoles sur le marché mondial est sensible dès 1927³¹. Néanmoins, l'année 1929 n'est pas mauvaise, la production agricole ayant été bonne³². Par ailleurs, le gouvernement peut enfin augmenter les droits de douane, jusque là fixés par le traité de Lausanne, qu'il lie à la nécessité de protéger l'industrie nationale et de contrôler les importations³³. S'il reste à déterminer plus précisément à partir de quel moment et comment la crise économique mondiale est perçue en Turquie, on sait déjà que dès le mois de mai 1929, un grand nombre d'articles dans les journaux (dans *La République* en particulier) font état, sur un ton particulièrement alarmant, de la perte de valeur de la Livre turque par rapport à la Livre anglaise³⁴.

²⁹ « Fertçi ve liberal ikisat sistemi ölmüştür ; insanlar yeni bir nizam aramaktadır... ». Falih Rıfkı [Atay], *Moskova – Roma*, Istanbul, 1932, p. 11, cité in : Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Geçerken Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, op. cit.

³⁰ Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, op. cit., p. 163 et suivantes.

³¹ Emrence, Cem, « Turkey in Economic Crisis (1927 – 1930) : A panoramic Perspective ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 39, n° 4, octobre 2003, pp. 67 – 80.

³² Voir Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, 1929 *Dünya Bubranında Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları*, op. cit.

³³ Thobie, Jacques, « une dynamique de transition », op. cit., p. 117.

³⁴ Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, 1929 *Dünya Bubranında Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları*, op. cit., p. 78.

Dès lors, la question des mesures à prendre pour protéger la Turquie de la crise occupe tous les esprits. Pour empêcher la dévalorisation de la monnaie, les dirigeants ont le projet de créer une Banque Centrale (*Merkez Bankası*) et décident de s'adresser au directeur de la *Reichsbank* Hjalmar Schacht³⁵. Cet appel du gouvernement turc est fondé : en 1923, Schacht, en peu de temps, a réussi à stabiliser le mark au moment où l'Allemagne était dans une crise financière sans précédent. Par ailleurs, l'aide de cet économiste pourrait permettre de s'assurer un soutien plus grand de l'Allemagne³⁶. Mais ce dernier, occupé par les négociations autour du plan Young, décline l'invitation tout en recommandant de s'adresser à l'économiste Karl Müller, qui arrive en Turquie en avril 1929.

Celui-ci, dans le rapport qu'il remet aux autorités kémalistes en janvier 1930, estime que les conditions actuelles ne permettent pas la création d'une banque centrale et propose de réaliser d'abord des économies dans les domaines des finances, de l'administration et des investissements (chemins de fer et défense nationale). Dans la même perspective, Schacht, qui établit également un rapport, met en évidence que la perte de valeur de la monnaie turque ne vient pas du fait qu'il n'y a pas de banque centrale, mais qu'elle est due aux trop hautes dépenses publiques. En ce sens, il propose de mettre en place un plan économique et financier quinquennal. Si ces rapports ne satisfont pas les autorités kémalistes, il semble qu'ils aient toutefois eu une influence sur le gouvernement qui décide, avant de créer une banque centrale en juin 1930, de renforcer la stabilité de la monnaie en fondant un consortium de banques³⁷.

Par ailleurs, il s'agit désormais de trouver les moyens de réduire les importations et de développer les exportations. Parmi les mesures prises, une Société nationale d'économie et d'épargne (*Millî İktisat ve Tasarruf Cemiyeti*), dont Vedat Nedim [Tör] est le secrétaire général, est fondée dans le but d'inciter la population à acheter la production locale. Pour remplacer les importations par une production nationale, le ministre de l'Économie Şakir [Kesebir], pour sa part, établit un programme qu'il soumet au premier ministre İnönü en janvier 1930, dans lequel il préconise de s'appuyer sur le secteur privé. Ce programme ne convainc pas, mais certains diagnostics seront repris dans le plan quinquennal adopté en janvier 1934.

Au final, les plans et les propositions des années 1929 – 1930 n'ont pas suffi. Assez rapidement, les kémalistes envisagent donc de se tourner vers l'étatisme, qu'ils adoptent lors du congrès du CHF en 1931³⁸. Mais ce premier pas ne résout

³⁵ Voir sur ce point : Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Para ve Kredi Sisteminin Oluşumunda bir Aşama : Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası* [Une étape dans la formation du système financier et de crédit : la Banque centrale de la République de Turquie], Ankara, Türkiye Cumhuriyet Bankası, 1997 (1^{ère} éd. 1981).

³⁶ Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, 1929 Dünya Bubranında Türkiye'nin İktisadi Politikası Arayışları, *op. cit.*, p. 110.

³⁷ *Ibid.*, p. 114.

³⁸ Voir à ce sujet Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulanmaya Geçerken Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, *op. cit.*

pas la question fondamentale qui va occuper à partir de ce moment les kémalistes, dirigeants comme intellectuels, et qui concerne le degré d'intervention dont l'État doit disposer.

Au printemps 1932, İsmet İnönü se rend en URSS et en Italie, où il obtient deux prêts. Surtout, il est accompagné à Moscou par une délégation de spécialistes dont fait partie Ahmed Şerif [Önay], nommé entretemps à la Direction générale de l'industrie et du travail, qui visitent un grand nombre d'industries et qui étudient en détail le système de la planification économique soviétique³⁹. À la suite de cette visite, une mission d'économistes et d'ingénieurs soviétiques arrive à Ankara.

En juillet 1932, le ministre de l'Économie Mustafa Şeref [Özkan], secondé activement par Ahmed Şerif, fait passer une série de lois allant dans le sens d'une plus grande intervention de l'État. Deux mois plus tard, il doit démissionner après qu'Ahmed Şerif a refusé à la *Türk İş Bankası* de fonder une usine de papier. Il est remplacé par le président de cette banque Celal Bayar, sous le ministère duquel le premier plan quinquennal sera mis en place.

On le voit, le concept d'étatisation n'est pas compris par tous de la même manière. Parmi les intellectuels kémalistes, le débat devient vite polémique, comme le montre l'histoire de la revue *Kadro*, fondée en 1932 par six publicistes et écrivains dont certains, comme Vedat Nedim et Burhan Asaf, se connaissent depuis leurs études à Berlin. Ces intellectuels, qui défendent la possibilité d'une troisième voie entre le socialisme et le libéralisme en s'inspirant, comme nous le verrons plus loin dans ce travail, des économistes allemands de la révolution conservatrice comme Werner Sombart, seront obligés d'arrêter la publication de leur revue en 1934, accusée de propagande communiste.

3. Vers une intensification des relations entre les deux pays

« So kann die türkische Wirtschaftskrisis noch von der deutschen Industrie ausgenutzt werden⁴⁰. »

Le 27 mai 1930, les deux pays concluent un nouveau traité de commerce, complété par une convention signée en juillet 1930, par laquelle la Turquie accorde des avantages tarifaires à l'Allemagne qu'elle n'a jusqu'alors octroyés qu'à la France. En septembre de la même année aboutissent les négociations en vue d'un traité d'extradition, qui reçoit l'approbation du Conseil des ministres le 17 novembre⁴¹.

³⁹ *Ibid.*, p. 138 et suivantes.

⁴⁰ Rapport de l'ambassade d'Ankara, 24 octobre 1932, cité in : Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 108 (« Ainsi, l'industrie allemande peut encore profiter de la crise économique turque »).

⁴¹ *Ibid.*, pp. 100-101.

Entre 1929 et 1933, les échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Turquie progressent de manière significative : de 15%, la part de l'Allemagne dans les importations turques passe à un peu plus de 25%. À titre de comparaison, celle de la France passe de 10% à 6,5% et celle de l'Italie de 12,5% à 11,5%. Pour ce qui est des exportations, la part de l'Allemagne augmente sensiblement (de 13% à 19%) tandis que celle de la France baisse quasiment de moitié (12,5 à 6,5%) et que celle de l'Italie connaît également une forte régression (22% à 11,5%)⁴². À partir de 1934, la part de l'Allemagne progresse encore plus fortement⁴³. Par contraste, il faut noter une nouvelle fois que la part turque dans les importations et les exportations allemandes reste insignifiante.

Alors que l'Allemagne continue d'importer de Turquie des produits agricoles, comme les raisins secs, les noisettes, les figues, le tabac ou le coton, elle exporte du fer et de l'acier qui constituent 28% de des importations turques en 1929, 53% en 1933 et 61% en 1935. En 1929, la part de l'Allemagne dans les importations turques de machines est de 30%, puis passe à 40% en 1933 pour se stabiliser dans les mois qui suivent autour de 30%. Les locomotives à vapeur et les machines pour le textile représentent la plus grande part des importations de la Turquie⁴⁴. Le reste des importations turques d'Allemagne est composé de produits chimiques et pharmaceutiques, de produits électriques, de verre ou encore de papier⁴⁵.

En 1931, la Turquie décide de soumettre ses importations au système des contingents, et exige que tout contrat qui porte sur des fournitures de l'étranger dépende d'un règlement compensatoire en produits turcs⁴⁶. Cette décision est abordée par les autorités allemandes lors de la visite de Tevfik Rüştü pacha en Allemagne en février 1932, qui craignent qu'elle ne nuise aux échanges commerciaux. Mais assez vite, les Allemands décident de grouper les firmes importatrices par catégorie de produits et de leur accorder un monopole qui leur permettra de négocier avec les Turcs des échanges compensatoires.

Il reste encore difficile de déterminer les raisons pour lesquelles les échanges économiques entre la Turquie et l'Allemagne progressent de manière si rapide entre 1929 et 1933. Pour sûr, l'Allemagne fournit des efforts notables pour s'assurer le marché que la Turquie représente. Elle continue à être présente dans le domaine

⁴² Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 106.

⁴³ Nezihî, Hasan, *Die Gestaltung der deutsch-türkischen Handelsbeziehungen seit dem Lausanner-Friedensvertrag (1923) und die Möglichkeiten ihrer rationelleren Gestaltung in der Zukunft*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Wirtschafts- und Sozialwissenschaftlichen Fakultät der Universität Köln, Köln 1937. Hasan Nezihî est né en 1908 à Istanbul. Parti étudier en Allemagne, il obtient son diplôme d'ingénieur en 1932 à Cologne, où il suit également une formation pour devenir professeur en école professionnelle. La thèse qu'il écrit en 1937 est empreinte de remarques antisémites.

⁴⁴ Hershlag, Zvi Yehuda, *Turkey. An Economy in Transition*, The Hague, Van Keulen, 1959, p. 134.

⁴⁵ Nezihî, Hasan, *Die Gestaltung der deutsch-türkischen Handelsbeziehungen*, op. cit..

⁴⁶ Ibid., p. 107.

du chemin de fer, livre les machines et le matériel de construction nécessaire aux sucreries de Eskişehir et de Turhal⁴⁷, équipe aussi la Turquie en machines agricoles, d'autant comme nous allons le voir, qu'elle envoie de plus en plus d'experts agronomes. Par ailleurs, l'Allemagne accepte sans trop de difficultés le système des contingents que la Turquie a mis en place depuis 1931, parvenant même à en profiter. Le premier plan quinquennal, qui donne la priorité à l'industrialisation, contribue également à augmenter fortement les importations turques d'Allemagne en fer et en acier, ainsi qu'en machines pour le textile⁴⁸. Enfin, et sur ce point une analyse comparative s'imposerait, la progression de l'influence allemande est aussi révélatrice de la baisse des échanges avec la France ou la Grande-Bretagne.

Dans cette perspective, les relations s'intensifient encore : l'Allemagne et la Turquie concluent en août 1933 un protocole sur les échanges de marchandises et le trafic des paiements, ainsi qu'un accord de compensation entre la Reichsbank et la Banque centrale turque, complétés par la suite par de nouveaux protocoles. En Allemagne, la politique économique de Schacht, qui instaure un contrôle de l'État sur le commerce extérieur, facilite les relations avec les pays qui, comme la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan, ont mis en place des monopoles étatiques en matière de commerce. Les échanges d'État à État offrent ainsi une garantie aux entrepreneurs⁴⁹. La Turquie se lie donc de plus en plus à l'Allemagne, dont elle dépend dans beaucoup de secteurs. Par ailleurs, Hitler ayant dès 1935 mis fin aux interdictions de livrer des armes stipulées par le traité de Versailles, Krupp retrouve rapidement un marché en Turquie⁵⁰.

Les kémalistes pour leur part engagent un certain nombre d'éminents spécialistes qui ont fui l'Allemagne hitlérienne, comme le conseiller allemand au ministère de l'Économie, Max von der Porten⁵¹. Pour les scientifiques allemands, pouvoir continuer à exercer leur profession et participer au développement de la Turquie constitue évidemment une occasion qu'ils ne refusent pas. Les kémalistes, de leur côté, peuvent profiter des conseils de ces experts, sans craindre que ceux-ci n'en profitent pour servir les intérêts de leur propre pays. Il serait évidemment intéressant d'essayer de déterminer en quoi les dirigeants turcs ont ou non perçu le danger d'une telle politique, sachant qu'ils essaieront de prendre leurs distances avec le Reich avant la Deuxième Guerre mondiale.

⁴⁷ Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Uygulamaya Gerçekten Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, op. cit., p. 148.

⁴⁸ Nezihî, Hasan, *Die Gestaltung der deutsch-türkischen Handelsbeziehungen*, op. cit.

⁴⁹ Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 113.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 123.

⁵¹ Tekeli, İlhan ; İlkin, Selim, *Max von der Porten und die Entstehung der staatlichen Wirtschaftsunternehmen in der Türkei*, Istanbul, Friedrich Ebert Stiftung, 1993. Les auteurs soulignent qu'il reste difficile de déterminer combien d'experts allemands ont alors travaillé au ministère de l'Économie (plus d'une dizaine semble-t-il) et combien de temps ils y sont restés.

